



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Coordination,  
du Pilotage, de l'Appui Territorial  
et de l'Environnement**

**Arrêté n°2025-DCPATE-151**

**modifiant l'arrêté préfectoral n°20-DRCTAJ/1-129 du 12 mars 2020 autorisant la société  
VIENNOISERIE LIGERIENNE à poursuivre l'exploitation d'une usine de fabrication de  
viennoiseries à MORTAGNE-SUR-SEVRE  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

VU le code de l'environnement, et notamment la section 8 du chapitre V du titre Ier de son livre V ainsi que ses articles L.181-1 à L.181-32, R.181-45 et R.181-46 ;

VU le décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et la nomenclature annexée à l'article R. 122-2 du code de l'environnement, et notamment la rubrique n° 1510 (entrepôts) ;

VU l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 « accumulateurs (ateliers de charge d') » - (Rubriques n°2925-1 et n° 2925-2) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 20-DRCTAJ/1-129 du 12 mars 2020 autorisant la société VIENNOISERIE LIGERIENNE à poursuivre l'exploitation d'une usine de fabrication de viennoiseries à MORTAGNE-SUR-SEVRE ;

VU le guide ministériel d'application de la rubrique 1510 et de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, dans sa version 4 de juin 2024 ;

VU le guide ministériel pour la simplification du réexamen (articles R. 515-70 à R. 515-73) dans sa version 2 de décembre 2020 ;

VU le dossier de modifications adressé au préfet de la Vendée par courrier du 5 janvier 2024 de la société Viennoiserie Ligérienne, complété le 16 décembre 2024, relatif à la mise en place d'un chapiteau de stockage de palettes, au déplacement du stockage des arômes, à l'augmentation des quantités stockées de matières combustibles et l'exploitation de nouveaux ateliers de charge de

batteries, et traitant du classement de ses installations au titre de la rubrique n° 1510 (entrepôts) modifiée par décret n°2020-1169 susvisé ;

VU le dossier de réexamen, défini à l'article R. 515-72 du code de l'environnement, transmis par la société Viennoiserie Ligérienne au Préfet de la Vendée par courrier du 5 janvier 2024 et établissant une comparaison des conditions d'exploitation aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux activités visées à la rubrique n° 3642 de la nomenclature des installations classées, ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 4 avril 2025 ;

VU le courrier adressé le 28 avril 2025 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

Considérant en premier lieu que :

- les modifications apportées aux installations exploitées par Viennoiserie Ligérienne ne sont pas soumises à une évaluation environnementale ou à un examen au cas par cas en application de l'article R.122-2 du code de l'environnement ;
- ces modifications ne sont pas susceptibles d'entraîner des risques supplémentaires pour les tiers, ou de modifier significativement l'impact des installations ;
- ces modifications ne sont pas, de ce fait, substantielles au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant en deuxième lieu que :

- suite à la modification de la rubrique n° 1510 par décret n° 2020-1169 susvisé, les installations de stockage de matières combustibles exploitées par Viennoiserie Ligérienne relèvent désormais du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 ;
- ces installations étaient régulièrement mises en service au 1<sup>er</sup> janvier 2021 et n'étaient pas classées au titre de la rubrique 1510 ;
- ces installations sont par conséquent nouvellement soumises à enregistrement au titre de la rubrique 1510, au sens de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;

Considérant en troisième lieu que :

- les activités de Viennoiserie Ligérienne relèvent notamment de la rubrique n° 3642 et sont à ce titre soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 susvisé ;
- les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables aux activités de Viennoiserie Ligérienne et respecter les niveaux d'émissions décrits dans les conclusions sur les MTD applicables au secteur de l'agroalimentaire ;
- les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 mars 2020 susvisé doivent être modifiées pour fixer les valeurs limites de concentration du rejet des eaux industrielles raccordé à la station d'épuration collective de Mortagne-sur-Sèvre ;
- les valeurs limites en concentration du rejet des eaux industrielles raccordé à la station d'épuration collective de Mortagne-sur-Sèvre fixées par le présent arrêté garantissent un niveau équivalent de protection de l'environnement dans son ensemble via l'application indirecte des valeurs-limites découlant des MTD, et répondent en cela aux dispositions de l'article R. 515-65 du code de l'environnement ;

Considérant par conséquent la nécessité d'actualiser certaines des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 mars 2020 susvisé ;

Considérant qu'aux termes de l'article R.181-45 du code de l'environnement, des arrêtés complémentaires peuvent imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 rend nécessaire ;

## Arrête

### Article 1. Conformité au dossier de modifications

Les modifications apportées aux installations exploitées par la société Viennoiserie Ligérienne à Mortagne-sur-Sèvre sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de modifications susvisé sauf en ce que ces plans et données auraient de contraire aux dispositions du présent arrêté.

### Article 2. Modification de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2020 susvisé

Les dispositions de l'arrêté du 12 mars 2020 susvisé sont modifiées conformément aux dispositions des articles 2.1 à 2.6 suivants.

#### Article 2.1. Mise à jour de la liste des installations classées

Les dispositions de l'article 1.2.1 sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

Rubrique	Désignation	Éléments caractéristiques	Régime*
3642-3	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 3. Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour : - 75 si A est égal ou supérieur à 10, ou - $[300 - (22,5 \times A)]$ dans tous les autres cas où « A » est la proportion de matière animale (en pourcentage de poids) dans la quantité entrant dans le calcul de la capacité de production de produits finis.	154 t/j, avec A = 11%	A
1510-2.b	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 900 000 m <sup>3</sup>	1 groupe d'IPD d'un volume total d'environ 215 000 m <sup>3</sup>  Tonnage total : environ 1 450 t, dont environ 410 t d'en-cours et 277 t en locaux/zones réfrigérés	E
2925-1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d'). 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération(*) étant supérieure à 50 kW.  (*) Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers.p	Salle de charge Expédition : 74 kW Salle de charge Matières premières : 13 kW  87 kW	D



Rubrique	Désignation	Éléments caractéristiques	Régime*
2910-A-2	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation(*) de combustion est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p> <p>(*) Au sens de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2015, relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes.</p>	<p>Combustible : gaz naturel</p> <p>- Fours de cuisson :</p> <p>L1 : 940 kW L2 : 940 kW. L3 : 940 kW Rampe L4 : 100 kW L4 : 900 kW L5 : 1280 kW</p> <p>- Production d'eau chaude : 4 chaudières de 61 kW chacune</p> <p>- Chauffage : 2 aérothermes : 33 kW</p> <p><b>Total : 5,377 kW</b></p>	DC
1185-2a	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n°842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.</p>	875 kg	DC

\* A= autorisation, E = enregistrement, D = déclaration, DC = déclaration avec contrôle

Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale du site est la rubrique 3642 relative au traitement et à la transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires. Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à cette rubrique sont celles des industries agroalimentaire et laitière (FDM).

Classement au titre de la loi sur l'eau : non visé. »

## Article 2.2. Mise en cohérence de la description des installations de combustion

Le dernier alinéa de l'article 1.2.3 (de « L'usine dispose pour cela [...] » à « [...] renfermant des gaz à effet de serre » est supprimé.

## Article 2.3. Mise à jour des principaux textes applicables

Les dispositions de l'article 1.6.1 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Outre les dispositions du code de l'environnement et sans préjudice des autres réglementations en vigueur, les prescriptions des principaux textes suivants (liste non exhaustive) s'appliquent à

l'établissement dans les conditions prévues par ces textes, sauf mention contraire dans le tableau ci-dessous :

Texte ministériel	Commentaires (modalités d'application)
Arrêté du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion	Applicable à l'ensemble du site, y compris aux installations existantes.
Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement	Applicable à l'ensemble du site, y compris aux installations existantes.
Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation	Applicable dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel.
Arrêté du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 « accumulateurs (ateliers de charge d') » - (Rubriques n°2925-1 et n° 2925-2)	Applicable aux installations visées à la rubrique 2925 du tableau de l'article 1.2.1 ci-dessus, les installations étant considérées comme déclarées postérieurement au 11/09/2000 au sens de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29/05/2000.
Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets (GEREP)	/
Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation	Applicable dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel.
Arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement (GIDAF)	/
Arrêté du 04 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802 (Rubrique devenue la rubrique 1185 à compter du 25 octobre 2018)	Applicables aux installations visées à la rubrique 1185 du tableau de l'article 1.2.1 ci-dessus, dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel.
Arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;	Les dispositions de cet arrêté applicables au site sont définies à l'annexe VII-1 de cet arrêté ministériel, complétée par l'annexe VIII (entrepôt nouvellement soumis à enregistrement).
Arrêté du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 (applicable à compter du 20 décembre 2018)	Applicables aux installations visées à la rubrique 2910 du tableau de l'article 1.2.1 ci-dessus, dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel.
Arrêté du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Applicables aux installations incluses dans le périmètre IED qui concerne l'ensemble des installations du site à l'exclusion des bureaux et locaux sociaux.
Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement	/

»

#### Article 2.4. Suppression de la surveillance des émissions du conduit n° 1 (four ligne 3)

La ligne suivante est supprimée du tableau de l'article 3.2.2 :

1	Four Ligne 3	1420	Gaz naturel	13	5	Oxydes d'azote Monoxyde de carbone	150 100
---	--------------	------	-------------	----	---	---------------------------------------	------------

## Article 2.5. Valeurs-limites des rejets industriels pré-traités vers la station d'épuration collective

Le premier tableau de l'article 4.3.9 est remplacé par le tableau suivant :

«

Caractéristiques du rejet	Débits		
Débit horaire maximal en m <sup>3</sup> /h	3		
Débit journalier maximal en m <sup>3</sup> /j	30		
Paramètres	Code Sandre	Concentration maximale (en mg/L)	Flux maximal (en kg/j)
Matières en suspension	1305	900	27
DBO <sub>5</sub>	1313	1800	54
DCO	1314	3330	99,9
Azote global	1551	130	3,9
Phosphore total	1350	10	0,3
SEH	7464	250	7,5

«

## Article 2.6. Suppression de la surveillance des rejets du conduit n°1 (four ligne 3)

Les mots « pour les émissaires n°1 et 2 » de l'article 10.2.2 sont remplacés par les mots « pour l'émissaire n°2 ».

## Article 3. Entrée en vigueur

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur dès la notification du présent arrêté à l'exploitant.

## Article 4. Dispositions administratives

### Article 4.1. Délais et voies de recours

Cet arrêté peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex) :

1. Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R. 181-45.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).



La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 4.2. Publicité de l'arrêté**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Mortagne-sur-Sèvre pour pouvoir y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Mortagne-sur-Sèvre pendant une durée minimale d'un mois. L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, bureau de l'environnement.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Vendée pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 4.3. Diffusion**

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.


L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

#### **Article 4.4. Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée et la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement sont chargées chacune en ce qui la concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à l'inspection des installations classées.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **06 MAI 2025**

Le préfet,

  
Pour le préfet,  
la secrétaire générale de la Préfecture  
de la Vendée

**Nadia SEGHIER**

Arrêté n°2025-DCPATE-151

modifiant l'arrêté préfectoral n° 20-DRCTAJ/1-129 du 12 mars 2020 autorisant la société VIENNOISERIE LIGERIENNE à poursuivre l'exploitation d'une usine de fabrication de viennoiseries à MORTAGNE-SUR-SEVRE

